

L'environnement à l'intersection des enjeux climatiques, agricoles et humains

La publication du présent numéro de *Grain de Sel* coïncide avec la tenue de deux événements majeurs de la gouvernance internationale de l'environnement, la COP27 concernant le climat et la COP 15 concernant la biodiversité. La COP27 qui s'est déroulée en novembre 2022 en Égypte a consacré la victoire des pays les plus vulnérables en matière de justice climatique, après trente ans de combat pour faire reconnaître aux pays riches la responsabilité qu'ils portent, de par leur trajectoire de développement, dans le changement climatique.

En effet, les négociations entre parties prenantes ont abouti à la décision de la création d'un fonds dédié aux "pertes et préjudices", censé dédommager les pays du Sud des dégâts irréversibles dus au changement climatique, et auxquels l'adaptation ne peut déjà plus répondre. Jusqu'ici, les financements climatiques ne se sont consacrés qu'aux efforts d'atténuation, visant à réduire les émissions de CO₂, et aux efforts d'adaptation, c'est-à-dire des mesures et des stratégies visant à limiter les effets du changement climatique, voire à saisir les opportunités offertes par celui-ci. La création de ce fonds en 2022 constitue en soi une victoire : déjà à la Conférence des Nations Unies de Rio en 1992, le principe des "responsabilités communes mais différenciées" était officiellement proclamé. Depuis lors, les négociations internationales en matière climatique ont globalement échoué à prendre à bras-le-corps les enjeux d'équité, de justice et les inégalités Nord-Sud qui traversent la lutte contre le changement climatique. En cela, la COP27 marque une avancée majeure.

Mais le défi reste la tenue par les pays développés de leurs engagements, quand on sait que les sommes nécessaires s'annoncent astronomiques : de 290 et 580 milliards de dollars par an dans les pays en développement d'ici à 2030, et jusqu'à 1 700 milliards en 2050. Or, les engagements financiers déjà pris, 100 milliards annuels mobilisés dès 2020, ne sont pas tenus.

Ce numéro double intervient dans un contexte où l'Afrique fait face à des enjeux climatiques et environnementaux à la fois urgents et prioritaires : récurrence d'événements climatiques extrêmes, dégradation accélérée des terres, concurrence accrue pour les ressources naturelles et le foncier, baisse des rendements agricoles et insécurité alimentaire, érosion côtière, migrations climatiques, risques sanitaires et insécurité croissante. Par ce dossier qui repose sur des approches interdisciplinaires, nous avons voulu rappeler que l'agriculture se trouve à l'interface des défis et des solutions et, par-là, tenter d'illustrer les liens complexes qui unissent environnement et agriculture en Afrique de l'Ouest. Ce numéro collaboratif met en avant des analyses, des expériences et des témoignages d'acteurs investis dans la recherche de réponses à ces enjeux : anthropologues et sociologues, agronomes, militant.e.s écologistes, organisation pastorale régionale, chercheur.e.s, bailleurs de fonds, techniciens du développement, acteurs institutionnels.

En quoi ces liens sont-ils problématiques ? De quels décalages de perceptions et de visions souffrent les notions de nature et d'environnement ? Comment ceux-ci se traduisent-ils dans la gouvernance mondiale de l'environnement et quelles controverses suscitent-ils ? Un développement agricole conciliant revenus agricoles satisfaisants, sécurité alimentaire et maintien des équilibres écologiques est-il possible et à quelles conditions ? Comment ces enjeux sont-ils appropriés sur le terrain et de quels leviers disposent les producteurs et productrices en Afrique de l'Ouest ? Quels sont les défis émergents au regard des évolutions du contexte et comment ces défis sont-ils pris en main par les acteurs ? Aux enjeux d'une meilleure gouvernance et à la question des financements s'ajoute la nécessité de mieux valoriser les pratiques paysannes et de mieux les articuler aux opportunités offertes par la recherche agricole.

Gifty Narh



Présidente
d'Inter-réseaux Développement rural

Alexandra Quet-Viéville



Responsable
de la revue *Grain de sel*

Ce numéro est issu d'un travail collectif. Plusieurs personnes, membres ou partenaires se sont mobilisé.e.s pendant plusieurs mois pour aboutir à ce numéro. Pour leur implication, nous tenons à remercier en particulier Gifty Narh (Corade), Liora Stuhrenberg (IRAM), Jean Luc François, Alexis Kabore (Corade), Séna Adessou (Inades), Issoufou Porgo (Confédération Paysanne du Faso), Anya Bellali (Kinome), Jonas Jaccard (SOS Faim), Tristan Le Cotty (Cirad), Jean-Claude Devèze, François Doligez (IRAM), Lou Stuhrenberg, Mamadou Fall (IED Afrique), Zacharie Mechali (AFD), Samir El Ouaamari (AgroParisTech), Julia Wanjiru (OCDE), Valentin Beauval, Patrick Delmas (Reca Niger), Dr. Cheikh Sadibou Sakho, Mountaga Diallo (ANDPI), Thaddée Yossa, Stéphane Tuina (SNV).

Ce numéro a été coordonné par Alexandra Quet-Viéville, Chargée de mission et responsable de la revue *Grain de sel*.